



Assemblée générale

Soixante-septième session

17^e séance plénière

Vendredi 28 septembre 2012, à 18 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Jeremić (Serbie)

En l'absence du Président, M. Balé (Congo), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 18 h 35.

Point 8 de l'ordre du jour (suite)

Débat général

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Suède, S. E. M. Carl Bildt.

M. Bildt (Suède) (*parle en anglais*) : Notre monde évolue rapidement. Les photos noir et blanc prises à la création de cette Organisation en 1945 sont les vestiges d'une autre ère, une ère où les ordinateurs venaient à peine d'être inventés, où l'on était à des décennies de l'avènement d'Internet et où il n'était pas toujours facile pour les représentants lors de la conférence fondatrice à San Francisco d'établir un contact avec leurs capitales éloignées pour recevoir les instructions dont ils pouvaient avoir besoin.

Ces jours-ci, nous avons instantanément accès au réseau mondial de l'information. Des tweets sont en train d'être rédigés en ce moment même. Il y a plus d'appareils de communication qu'il y a de personnes dans le monde et le développement s'accélère à tous les niveaux. En 2012, nous qui sommes réunis ici sommes tous devenus les représentants des nations connectées du monde. Mais la connectivité présente également des

risques, comme nous avons pu le voir récemment dans notre système financier interconnecté.

Nous avons également suivi récemment avec horreur et incrédulité le fait qu'un film indigne mis en ligne sur YouTube pouvait faire outrage et provoquer des violences meurtrières à des milliers de kilomètres. Mais les possibilités offertes par la connectivité sont beaucoup plus importantes que les risques. La mondialisation caractérisée par une plus grande ouverture des sociétés dans un monde plus ouvert et facilitée par de grandes avancées dans le domaine de la science et de la technologie a été une force positive incroyable. Les services bancaires mobiles permettent aux Africains de l'Est d'accéder à des services financiers. Skype renforce les messages envoyés par la rue dans les pays arabes. Des marchés virtuels libèrent le talent des entrepreneurs. Davantage de contacts, davantage de mouvements et davantage de commerce – un monde plus ouvert – ont déjà sorti des centaines de millions de personnes de la pauvreté et du désespoir, et beaucoup d'autres suivront certainement.

Dans ce monde de nations connectées, les peuples de la planète, y compris des dizaines de milliers de Suédois d'origine syrienne, suivent la tragédie qui se déroule à Damas, à Alep et à Homs avec une vive préoccupation. Nous nous sommes vu rappeler une simple vérité : il est facile de commencer la violence, mais très difficile de l'arrêter. Ce qui avait commencé sous la forme d'une manifestation populaire s'est désormais transformée en guerre civile qui, si elle n'est

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



pas contrôlée, risque de déboucher sur une fragmentation sectaire dans l'ensemble de la région. Nous devons tout mettre en œuvre pour l'empêcher. Nous demandons aux membres du Conseil de sécurité divisé de placer leurs responsabilités mondiales au-dessus de leurs intérêts nationaux égoïstes. Nous exhortons dans les termes les plus énergiques le régime d'Al-Assad à arrêter de tuer son propre peuple et à commencer à respecter les obligations qui incombent à la Syrie en tant que Membre de l'ONU. Et nous rappelons à ceux qui sont responsables de cette violence et de ces abus meurtriers qu'ils peuvent être certains qu'ils devront un jour répondre de leurs actes.

Il n'y a pas d'autre solution que la solution politique. De concert avec nos partenaires européens, nous appuyons pleinement le Représentant spécial conjoint, M. Lakhdar Brahimi. La Syrie est une société riche en culture, en histoire et en traditions. Damas est l'une des plus anciennes villes habitées en permanence dans le monde. Il est essentiel pour son avenir et, je dirais même, pour notre avenir à tous, de préserver et de protéger la mosaïque que la Syrie représente.

Mais nous devons également aider ceux qui sont si tragiquement touchés par les événements. Mille personnes sont tuées chaque semaine, d'après les derniers rapports que nous avons reçus. Nous sommes les témoins d'une immense tragédie humaine. Plus de 2,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Plus d'un million de personnes ont été déplacées en Syrie, et il y a 250 000 réfugiés dans la région, conséquence directe de la crise actuelle. Le régime doit permettre un accès sans entrave de l'aide aux déplacés et aux personnes qui souffrent et il faut rendre hommage et apporter un appui aux pays qui ont généreusement ouvert leurs frontières. La Suède qui est l'un des plus grands donateurs d'aide humanitaire au monde a apporté des contributions massives et nous sommes prêts à augmenter de nouveau notre aide ici et ailleurs dans le monde où les personnes dans le besoin souffrent.

Dans ce monde de nations connectées, nous nous préoccuons tous des droits fondamentaux de chaque enfant, de chaque femme et de chaque homme. La protection et la promotion des droits de l'homme sont l'une des obligations fondamentales de la communauté internationale. Il s'agit non seulement de protéger des individus – leur vie, leur liberté, leur avenir – mais c'est également essentiel pour promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité sur toute la planète. Et la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme est indispensable à ces efforts parce que c'est la bonne

chose à faire, parce que c'est la chose intelligente à faire et parce que c'est essentiel pour réaliser le potentiel économique et social de la société.

La Suède, le principal bailleur de fonds du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, est candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2013-2015. En tant que membre du Conseil, la Suède sera un partenaire actif et fiable. Nous travaillerons avec tous ceux qui partagent nos convictions, nous nous ouvrirons à ceux qui sont en désaccord avec nous et apporterons notre appui à ceux qui en ont besoin. Mais, dans ce domaine, nous devons également nous adapter à un monde de connectivité. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme doivent s'appliquer au monde moderne d'aujourd'hui. La Suède saisira toute occasion qui se présentera de défendre la liberté d'expression en ligne et le potentiel de développement considérable qu'offrent Internet et toutes les nouvelles technologies de la communication. En début d'année, le Conseil des droits de l'homme a décidé que les droits dont les personnes jouissent hors ligne doivent également être protégés en ligne et a engagé tous les États à promouvoir et faciliter l'accès à Internet. Cette résolution historique (résolution 20/8 du Conseil des droits de l'homme) a été adoptée à l'unanimité à Genève et j'espère qu'il en a aussi été dûment pris acte ici à New York. La lutte pour la liberté sur Internet est la nouvelle ligne de front dans la lutte pour la liberté dans le monde.

Dans ce monde de nations connectées, nous avons en partage une planète avec des problèmes communs en matière de développement. Les pauvres du monde – cela vaut en fait pour nous tous – ont besoin d'un développement qui soit inclusif, équitable et durable. La communauté internationale a réalisé trois des objectifs du Millénaire pour le développement bien avant l'échéance fixée, mais nous accusons des retards importants dans la réalisation des autres objectifs. Et, tout en accélérant nos efforts pour réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle, nous avons commencé à regarder au-delà de l'avenir immédiat. La Suède se félicite de la création du groupe de haut niveau sur le programme de développement pour l'après-2015 et attend avec intérêt de contribuer à ses recommandations.

À Rio, les dirigeants du monde ont récemment lancé un processus visant à établir les objectifs de développement durable. Il nous appartient à tous de progresser sur cette question : de faire participer

les scientifiques et les entrepreneurs, d'explorer les possibilités offertes par les technologies de l'information et de la communication et par l'innovation, de réaliser les trois dimensions du développement durable et de veiller à ce que la démocratie et les droits de l'homme fassent partie de l'équation. Et, en tant que partenaire actif et principal donateur, la Suède compte bien y apporter sa contribution.

Dans ce monde de nations interconnectées, la géographie importe parfois peu. Les distances peuvent quelquefois sembler énormes mais la fonte de la calotte glaciaire arctique peut menacer l'existence de petits États insulaires du Sud. Aujourd'hui, le réchauffement de l'Arctique est deux fois plus rapide que le réchauffement planétaire. En ce moment même, les glaces de l'océan Arctique ont tellement fondues qu'elles ont atteint un nouveau minimum historique. Il n'y a jamais eu, dans l'histoire, aussi peu de glace en automne dans l'Arctique.

L'incidence des changements climatiques est mondiale. Le monde n'est pas en bonne voie de limiter à un maximum de 2 degrés Celsius la hausse des températures moyennes mondiales. Il est donc urgent que les négociations menées dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques progressent et que les objectifs arrêtés au niveau mondial soient réellement atteints. La Suède exhorte tous les représentants présents dans cette salle à mettre tout en œuvre pour contribuer à veiller à la réalisation de ces objectifs, et estime que les pays développés devraient prendre la tête de ces efforts.

Il y a des problèmes très graves, mais il y a aussi d'extraordinaires possibilités. La technologie ouvre de nouvelles perspectives – pour réduire les émissions, favoriser la croissance et nous diriger vers un avenir réellement durable. En tant que Président en exercice du Conseil de l'Arctique – qui rassemble huit pays dont le territoire s'étend jusqu'au cercle Arctique – la Suède jouera son rôle. Ensemble, nous donnerons l'exemple par une coopération constructive dans un domaine auquel le monde accorde de plus en plus d'intérêt et qui était susceptible, comme beaucoup le prédisaient encore récemment, donner lieu à des rivalités et des conflits.

Nous vivons dans une ère nouvelle. Ce qui se produit en Orient, dans l'Arctique ou ailleurs a des répercussions immédiates sur chacun d'entre nous. Pour relever les défis de notre époque, les pays interdépendants du monde d'aujourd'hui ont besoin d'une ONU forte – une ONU qui examine les questions d'actualité et saisisse véritablement les occasions de mener une action

collective pour construire un avenir meilleur; une ONU qui nous rassemble en ce moment pour dire que, même si le fait de tourner en ridicule ce qui est sacré pour d'autres est mesquin et insultant, cela ne doit jamais servir d'excuse pour commettre des violences, détruire et tuer.

L'ONU – notre Organisation – doit néanmoins relever le défi. Le Conseil de sécurité doit assumer ses responsabilités, en Syrie et ailleurs. Les États Membres doivent permettre à l'ONU d'être plus efficace dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, et veiller à ce qu'elle puisse obtenir des résultats dans le domaine du développement, avec efficacité et de manière unie.

C'est à nous, les États Membres, qu'il revient de nous acquitter de nos obligations internationales en matière de droits de l'homme, pas seulement pour protéger des personnes, mais aussi parce que le respect des droits de l'homme est également essentiel à la paix et à la sécurité, comme nous l'avons durement appris tout au long de l'histoire.

Alors que les changements mondiaux s'accroissent et s'accompagnent de risques considérables et de possibilités encore plus grandes, la Suède continuera d'être un membre actif de cette Organisation mondiale et, de concert avec nos partenaires de l'Union européenne, nous continuerons de promouvoir un système multilatéral efficace dans lequel l'ONU jouera un rôle central.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis, S. M. le cheik Abdullah Bin Zayed Al Nahyan.

Le cheik Abdullah Bin Zayed Al Nahyan (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Vuk Jeremić de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session. Nous ne doutons pas que son expérience dans les affaires internationales lui permettra de conduire les travaux de la présente session avec sagesse et habileté. Nous lui souhaitons plein succès dans sa mission.

Je voudrais également rendre hommage à son prédécesseur, M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, et rappeler sa conduite avisée et efficace des travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session. Je saisis cette occasion pour saluer les efforts considérables déployés par le Secrétaire général Ban Ki-moon, ainsi que son action au service de cette Organisation pour

instaurer la paix, la sécurité et le développement dans le monde.

La sécurité et la stabilité sont une priorité de premier ordre pour toute la région du Golfe. Nos principes s'inspirent de la Charte des Nations Unies et des dispositions du droit international, notamment celles qui appellent à la coexistence pacifique, au renforcement de la confiance, au bon voisinage, au respect mutuel, à la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États et au règlement des conflits et des différends par des moyens pacifiques.

Sur la base de ces principes, le Gouvernement de mon pays continue de regretter la poursuite de l'occupation iranienne de nos trois îles : la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa. Il demande à exercer de nouveau sa pleine souveraineté sur ces îles. Nous affirmons que toutes les mesures et initiatives prises par l'Iran dans ces trois îles occupées sont nulles et non avenues et contraires au droit international et à tous les usages et valeurs humanitaires.

La situation en Syrie nous fend le cœur et dépasse toutes les limites et coutumes. Mon pays suit avec une grande inquiétude les violences, tueries et déplacements provoqués par le régime syrien, qui a de ce fait perdu toute légitimité. De cette tribune, nous appelons la communauté internationale à examiner sérieusement et de manière résolue ce qui arrive à nos frères syriens et à assumer la responsabilité humanitaire qui incombe à cette Organisation. Nous devons selon nous jouer un rôle pour faire cesser les atrocités dont sont victimes les Syriens, un peuple pacifique. Nous sommes convaincus que la solution à la crise ne peut passer que par une passation de pouvoir sans heurt.

Cette crise humanitaire grave exige que nous soutenions la population syrienne, les réfugiés en particulier. Les Émirats arabes unis se sont acquittés de leurs obligations en venant en aide aux réfugiés syriens en Jordanie et en Turquie et continueront de le faire. Nous demandons à tous les États d'intensifier leurs efforts et de faire preuve de détermination pour les aider.

La région du Moyen-Orient revêt une très grande importance pour chacun d'entre nous. Mon pays considère que la paix et la stabilité ne deviendront réalité qu'avec le règlement du conflit arabo-israélien. La question palestinienne est une question centrale et essentielle pour toutes les populations de notre région, et une solution juste est la clef de la paix et de la stabilité dans une région importante et historique. Cela ne peut être

réalisé sans qu'il soit mis fin à l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes par le biais du retrait d'Israël jusqu'aux frontières du 4 juin 1967, y compris de Jérusalem-Est, du Golan syrien occupé et des territoires libanais qui sont encore occupés. L'instauration d'une paix juste et globale passe par le respect des résolutions empreintes de la légitimité internationale, du principe de l'échange de territoires contre la paix et de l'Initiative de paix arabe, ainsi que par la création d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Les Émirats arabes unis saluent les progrès notables accomplis dans le processus politique en Somalie grâce à la fin de la phase de transition, au lancement des travaux de l'Assemblée constituante, à l'adoption de la Constitution de la Somalie et à l'élection de M. Hassan Sheikh Mohamud en tant que nouveau Président de la Somalie. Nous réaffirmons également notre attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la Somalie. Nous nous réjouissons à la perspective de coopérer avec le Gouvernement somalien pour rétablir la sécurité et la stabilité et lutter contre la piraterie qui sévit dans cette région qui est d'une importance vitale non seulement pour le transport du pétrole et du gaz, mais aussi pour l'économie mondiale en général.

Les Émirats arabes unis restent déterminés à appuyer la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan et confirment qu'ils continueront de fournir une aide humanitaire et au développement à ce pays en détresse. À cet égard, nous nous félicitons des résultats de la Conférence des donateurs qui s'est tenue à Tokyo, avec l'espoir que les contributions annoncées à cette conférence contribueront au processus de reconstruction de l'Afghanistan. Alors que nous approchons de l'année 2014, échéance fixée pour la concrétisation des engagements relatifs au retrait militaire de l'Afghanistan et au transfert de toutes les responsabilités nationales au peuple et au Gouvernement afghans, nous espérons voir un Afghanistan libéré du terrorisme, de l'extrémisme et de la violence.

Dans le même temps, les Émirats arabes unis voudraient exprimer leur profonde préoccupation devant les actes de violence perpétrés contre la communauté musulmane Rohingya au Myanmar et appellent la communauté internationale à exhorter le Gouvernement du Myanmar à mettre fin à tous les actes qui vont à l'encontre des principes fondamentaux des droits de l'homme.

Nous réaffirmons notre attachement à toutes les exigences de non-prolifération nucléaire et notre appui aux efforts visant à faire de la région du Moyen-Orient, y compris le golfe Arabe, une zone exempte d'armes de destruction massive – en particulier le golfe Arabe. À cet égard, nous appelons également Israël à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à soumettre toutes ses installations nucléaires au régime de garanties généralisées.

À cet égard, nous invitons instamment la République islamique d'Iran à coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique en honorant ses engagements internationaux, afin de lever toutes les craintes et suspicions relatives à son programme nucléaire. Nous attendons avec impatience une solution pacifique à cette crise, à même de garantir que notre région demeurera exempte de tensions et de conflits, tout en garantissant la transparence et le caractère pacifique du programme nucléaire de l'Iran.

En 2009, les Émirats arabes unis ont commencé à mettre au point un programme d'énergie nucléaire à des fins pacifiques, afin de faire face à la demande croissante du pays en matière d'énergie et pour appuyer des projets de développement économique. Nous avons veillé à ce que le cadre juridique de ce programme se fonde sur les normes les plus élevées d'une sûreté durable et sur les mesures et principes de sécurité en matière de non-prolifération nucléaire. Je voudrais saisir cette occasion pour inviter les États de la région à tirer parti de l'expérience des Émirats arabes unis dans ce domaine et à analyser les normes de transparence, de technologie, de sûreté et de sécurité sur lesquelles se base ce programme.

Nous tenons à souligner l'importance de lutter contre les changements climatiques, ce qui implique la mise au point de technologies d'énergie renouvelable pour parvenir au développement durable et fournir une énergie propre aux pays en développement. Ce sont là certains des objectifs de l'aide humanitaire et au développement fournie par les Émirats arabes unis.

Une fois de plus, les Émirats arabes unis condamnent fermement tous les actes de terrorisme, le trafic de drogues, le trafic d'armes et la traite des personnes, ainsi que la criminalité organisée, qui sont des phénomènes interdépendants qui se renforcent mutuellement. Nous réitérons notre détermination à continuer de coopérer avec les efforts internationaux et multilatéraux visant à l'élimination totale de ces

phénomènes nuisibles, qui constituent une menace directe pour la paix et à la sécurité internationales.

Les Émirats arabes unis ont annoncé la création, en collaboration avec plusieurs amis et acteurs influents, d'un Centre international d'excellence de lutte contre l'extrémisme violent, qui doit commencer ses travaux à Abou Dhabi à la fin de l'année. La modération et la tolérance sont les principes directeurs de nos politiques et sont des valeurs nobles aux yeux des citoyens des Émirats arabes unis et de la société dans son ensemble. En ce sens, les Émirats arabes unis ont été et resteront engagés en faveur de la modération dans leurs politiques, et acceptent les autres communautés dans le contexte d'un monde très diversifié fondé sur le respect mutuel. C'est sur ces valeurs humaines que se fondent nos convictions dans de nombreux domaines, tels que la lutte contre le terrorisme, les droits de l'homme, l'autonomisation des femmes et la coexistence entre les peuples et les religions.

Les Émirats arabes unis soulignent l'importance de consolider les valeurs de tolérance, de modération et de respect pour les religions, ainsi que celle de protéger les religions contre la diffamation et le mépris, et soulignent la nécessité de mettre au point la législation nécessaire à cet égard. Je me dois de condamner, dans les termes les plus forts, les outrages contre l'islam, étant donné que la liberté d'expression ne devrait pas être une excuse pour porter atteinte à une religion ou une croyance, quelle qu'elle soit. De même, nous condamnons toutes les réactions violentes à de tels outrages.

Le terrorisme constitue un défi pour la paix et la sécurité internationales et conduit à la violation des droits fondamentaux des citoyens ordinaires, en les privant du droit de vivre dans la paix et la prospérité. Dans ce contexte et sur la base de leur attachement aux principes des droits de l'homme, les Émirats arabes unis réitèrent leur appui aux efforts internationaux visant à assurer la paix, la sécurité et la prospérité de tous les peuples du monde, et entendent accroître leur engagement dans ce domaine.

Les Émirats arabes unis ont également concentré leurs efforts sur l'atténuation de la discrimination fondée sur le sexe. C'est pourquoi nous entendons bien jouer un rôle actif dans les travaux de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en tirant parti de notre expérience nationale réussie en ce qui concerne l'autonomisation des femmes des Émirats arabes unis, qui participent activement à la gestion des affaires publiques et de leurs communautés.

Pour terminer, je voudrais inviter tous les États Membres à appuyer la candidature des Émirats arabes unis à l'organisation de l'Exposition internationale de 2020 à Doubaï, sous le thème « Connecting Minds, Creating the Future ». Nous espérons bien que la candidature de mon pays recevra l'appui nécessaire, surtout que ce sera la première fois que cette manifestation se tiendra dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie du Sud.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole au Conseiller de Gouvernement pour les relations extérieures de la Principauté de Monaco, S. E. M. José Badia.

M. Badia (Monaco) : Le Secrétaire général nous a fait part des priorités qu'il entend mettre en œuvre au cours de cette nouvelle session de l'Assemblée générale. Sa mise en garde contre la multiplicité des menaces nouvelles et sa clairvoyance quant à l'interaction entre ces écueils, devront inspirer et guider nos travaux.

Maintenir la paix et la sécurité internationale est, faut-il le rappeler, l'essence même de la mission de l'Organisation. Qu'observons-nous? Les crises, les menaces contre la paix et la sécurité se multiplient, et souvent même se renforcent, avec leurs corollaires de mise en péril des droits de l'homme. Quelle vision globale avons-nous des défis qui se posent à la planète, ses États et ses populations? C'est en gardant à l'esprit notre mission et l'impérieuse nécessité d'accéder à cette vision que nous devons soutenir les cinq priorités du Programme d'action pour les cinq prochaines années, que le Secrétaire général nous soumet. Nous voulons ainsi privilégier, comme il nous y invite, le renforcement du système des Nations Unies et le développement des partenariats dans tous les secteurs d'activité de l'ONU.

À raison, le Président a souhaité placer ce débat général sous le thème du règlement pacifique des situations et différends internationaux. Le débat historique tenu, en début de semaine, par l'Assemblée générale, a mis en évidence que le respect de l'état de droit, tant aux niveaux national qu'international, est indispensable à l'établissement de sociétés responsables et capables de coopérer entre elles, mais aussi d'assurer le bien-être de leurs citoyens. L'histoire récente nous conduit à aborder avec gravité l'ensemble du monde actuel. Alors que nous saluions l'an dernier le formidable élan de démocratie qui prenait essor dans le monde arabe, nous ne pouvons tolérer aujourd'hui que des fractions minoritaires et extrémistes menacent les

espoirs et ternissent les attentes des peuples qui aspirent à vivre en liberté.

Le Gouvernement princier a joint sa voix à celle de ceux qui ont condamné les violences perpétrées tant par les autorités que par d'autres protagonistes en République arabe syrienne, où la situation ne cesse de se détériorer. Aussi, je tiens à exprimer tout mon soutien à l'effort et à la détermination du Comité international de la Croix-Rouge de vouloir assurer la satisfaction des besoins humanitaires croissants. Il s'agit, sans aucune ambiguïté, de faire respecter par chacun les règles du droit international humanitaire, puisque la simple évidence de l'exigence morale la plus élémentaire envers les populations ne semble malheureusement pas partagée par tous.

Nous sommes également très préoccupés par l'aggravation des derniers développements dans la région du Sahel, y compris au Mali. La Principauté de Monaco, engagée dans diverses actions humanitaires dans la région, ne pourra que soutenir toute action de la communauté internationale face à l'urgence et à la gravité d'une telle situation. Elle appuiera la stratégie que l'ONU devra établir et qui devra intégrer les questions de sécurité, de gouvernance, de développement, des droits de l'homme et des aspects humanitaires. Les valeurs que nous nous sommes engagés à respecter ensemble en adoptant la Charte des Nations Unies sont fondées sur l'humanité que nous avons en partage, et sur la reconnaissance de nos différences qui sont l'essence même de notre humanité.

Qu'il me soit permis, à cet égard, de rendre hommage à tous ceux qui s'engagent à servir ces valeurs, sur le terrain, au prix parfois de leur vie. Ils s'emploient à défendre les buts et principes qui nous unissent dans cette enceinte. Les autorités monégasques condamnent fermement toute attaque menée contre les missions et les personnels diplomatiques et consulaires. Il nous incombe à tous de veiller à ce que l'obligation d'assurer leur protection soit respectée en toutes circonstances.

À l'heure où le monde est confronté à une préoccupante évolution, le thème que le Président a retenu pour la présente session de l'Assemblée générale ne peut donc que forcer l'unanimité de notre communauté. Conscient de ces défis, je tiens à cette occasion à assurer M. Vuk Jeremić du plein soutien de ma délégation et à le féliciter de son élection.

Plus que jamais, nous avons besoin de recourir au règlement pacifique de nos différends. Prévenir plutôt

que réagir aux événements. Déjà, dans les années 50, le Secrétaire général Dag Hammarskjöld nous faisait « prendre conscience de la nécessité d'agir à un stade précoce en cas de crise » pour « éviter l'éruption des différends entre les parties ou la transformation d'un différend en un conflit ouvert, ou encore, si un conflit éclate, de faire en sorte qu'il s'étende le moins possible ».

Faute d'anticipation, tant de drames quotidiens, au fil de cette année 2012, n'ont pu être dénoués. Certes, nous sommes parvenus à faire primer le droit international sur le droit de faire la guerre. Pour autant, l'implication de l'Organisation dans la prévention des conflits demeure encore largement insuffisante car l'imprécation et les déclarations d'intention, seules, ne suffisent pas. Il est par conséquent de notre devoir d'œuvrer ensemble à approfondir toujours la compréhension, la tolérance et le respect mutuel. Comme le soulignaient le Secrétaire général et le Président de la précédente session de l'Assemblée générale ici-même, le 13 septembre dernier, l'un des meilleurs vecteurs de prévention des conflits, et donc d'inscription d'une véritable culture de la paix a un nom : c'est l'éducation. Alors, cette prévention s'inscrira à l'échelle des jeunes générations dont nous sommes comptables de l'avenir.

Ces défis sont multiples. Parmi eux, je veux citer la crise économique et financière qui touche depuis 2008 le plus grand nombre de nos États. Nous pouvons surmonter cette crise, créer des emplois tout en protégeant notre patrimoine environnemental. Mais, pour cela, nous devons avoir une vision ambitieuse de long terme. C'est pourquoi, en dépit des efforts budgétaires que nous impose la crise, nous ne pouvons perdre de vue la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : l'élimination de la pauvreté et de la faim; l'éducation; la santé maternelle et infantile; la lutte contre les pandémies, dont le VIH/sida et le paludisme qui privent l'humanité de ses forces vives, restent prioritaires dans notre agenda.

L'échéance prochaine doit nous inciter à intensifier encore davantage nos efforts en vue de leur réalisation. En 2015, il nous appartiendra d'adopter un nouveau programme de travail sur la base des résultats réalisés et des nouveaux défis à soulever.

Dans son allocution à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), S. A. S. le Prince Albert II se félicitait de voir que nous progressons vers la décision de définir ensemble des objectifs de développement durable. Ils encadreront nos actions, sur les plans international, national et local. Ainsi, la mise

en œuvre de nos engagements sera plus efficace et plus transparente.

L'un de ces objectifs devra mettre l'accent sur le développement durable des océans, et sur l'importance de l'économie bleue.

Cet objectif devra concerner tous les secteurs dépendant des ressources des océans et de l'espace maritime. Il est urgent qu'il soit intégré et devienne durable pour permettre à ces mêmes secteurs de continuer de bénéficier de services économiques, sociaux et environnementaux. Notre délégation appuiera par conséquent toute initiative visant à améliorer la coordination et l'efficacité du travail de l'ONU sur les océans. Cela nous semble, en effet, être la voie appropriée pour assurer à terme leur utilisation et leur gestion durable, et ainsi leur conservation.

Le sort des générations futures est entre nos mains. Pour elles, nous avons l'impérieuse nécessité de faire de la Conférence de Doha sur les changements climatiques un succès. C'est en pensant à elles que nous devons entériner l'accord sur la création d'une seconde période d'engagement au Protocole de Kyoto. Nous nous engagerons donc de façon positive et efficace dans la négociation portant sur le nouvel accord global sur le climat post-2020, tout en tenant compte des besoins des plus vulnérables.

S. A. S. le Prince Albert II se félicite de célébrer, l'an prochain, le vingtième anniversaire de l'adhésion de Monaco en qualité d'État Membre de l'Organisation. Mais dès aujourd'hui déjà, Monaco tient à exprimer, ici, sa volonté de contribuer au renforcement de l'Organisation autant que sa qualité de petit État le lui permet. Que le Président de l'Assemblée veuille bien être certain que la Principauté salue sa double intention d'engager davantage l'Assemblée générale sur la question du développement et d'établir un cadre consultatif qui viserait à améliorer la collaboration de l'Assemblée générale avec les institutions financières internationales.

En l'année du vingtième anniversaire du Forum des petits États, dont Monaco est partie, mais aussi en sa qualité de membre du Groupe pour la gouvernance mondiale, le Gouvernement princier entend prendre toute sa part dans leurs travaux. L'amplitude des défis et des crises auxquels nous sommes tous confrontés a en effet démontré que la taille d'un État n'est pas l'élément déterminant dans la résolution des problèmes. C'est notre capacité à travailler ensemble et à coopérer

qui seule peut répondre aux exigences de la réalité et nous conduire sur la voie de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Abdulaziz Kamilov, Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan.

M. Kamilov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) : Je vais aborder très brièvement certaines des questions qui nous semblent les plus importantes inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à sa présente session. Premièrement, aujourd'hui, en ce siècle marqué par la mondialisation, l'évolution rapide des différentes situations et l'aggravation des tensions et des situations conflictuelles dans de nombreuses régions du monde, nous devons trouver des moyens non conventionnels sortant de l'ordinaire pour faire face aux situations de crise et aux guerres qui durent depuis des décennies et qui, de ce fait, sont inscrites de manière continuelle à notre ordre du jour.

À notre grand regret, plutôt que de chercher à comprendre la nature profonde des problèmes et des conflits émergents dans l'une ou l'autre région du monde et d'y remédier en temps opportun, à déterminer leur origine ou à mobiliser la communauté internationale afin d'empêcher que ces problèmes ne se transforment en crises ou guerres à grande échelle, le monde laisse sa ressource la plus précieuse – le temps – lui glisser entre les mains. Ceci génère, bien évidemment, des coûts énormes ainsi que le gaspillage d'autres ressources précieuses. Je vais donner quelques exemples.

En 1993 déjà, le Président de la République d'Ouzbékistan, M. Karimov, lorsqu'il a pris la parole devant l'Assemblée générale (voir A/48/PV.6), a attiré l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de régler immédiatement la situation en Afghanistan, compte tenu du rapport étroit entre la sécurité régionale et mondiale, de la nécessité de respecter les droits civils et religieux du peuple afghan et d'empêcher que le conflit ne se transforme en guerre civile ouverte. Autrement, les problèmes de l'Afghanistan risquaient de se transformer en une source de préoccupation douloureuse et amère pour l'ensemble de la communauté internationale. Des problèmes difficiles pourraient refaire surface au moment du retrait d'Afghanistan de la Force internationale d'assistance à la sécurité, d'ici fin 2014, lorsque la responsabilité de la stabilité du pays sera confiée aux Forces nationales de sécurité afghanes créées récemment. Il est évident aujourd'hui que cette tournure éventuelle des événements pourrait provoquer

des affrontements entre les forces d'opposition en Afghanistan et dans les pays voisins. Elle pourrait également favoriser la croissance de l'extrémisme et du radicalisme, provoquer une augmentation du trafic de drogue et aggraver les tensions dans l'ensemble de la région.

Étant donné la tournure que prennent les événements, le meilleur moyen de remédier à la situation en Afghanistan est de créer un groupe de contact sous les auspices de l'ONU, avec la participation des pays voisins, des États-Unis, de l'OTAN et de la Fédération de Russie. L'objectif principal de ces efforts doit être que les forces d'opposition parviennent à un compromis et à un accord pour permettre la formation d'un gouvernement de coalition sur cette base. Ce gouvernement de coalition doit représenter les principaux groupes ethniques, nationaux et religieux qui sont les protagonistes de l'impasse militaire et politique dans laquelle se trouve l'Afghanistan.

L'Ouzbékistan a préconisé cette approche à diverses reprises, notamment aux sommets de l'OTAN qui se sont déroulés à Bucarest en 2008 et à Chicago cette année, mais également à l'occasion de la Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010 (voir A/65/PV.3). La République d'Ouzbékistan a toujours mené, et mènera toujours, une politique amicale de bon voisinage à l'égard de son voisin afghan. L'Ouzbékistan a construit sa relation avec l'Afghanistan sur une base bilatérale, en tenant compte des intérêts nationaux des deux pays et en respectant les choix du peuple afghan concernant l'avenir de son pays. Aujourd'hui, l'Ouzbékistan fournit une assistance globale à l'Afghanistan afin qu'il puisse de nouveau connaître la paix. Plus particulièrement, nous avons participé à la construction de ponts, d'autoroutes et de la ligne ferroviaire entre Khairaton et Mazar-e-Charif, qui relie l'Afghanistan aux États d'Asie centrale, et nous assurons l'approvisionnement ininterrompu de Kaboul en électricité. L'Ouzbékistan joue un rôle clef en vue de garantir le fonctionnement stable et efficace du réseau de distribution dans le nord.

Deuxièmement, les changements climatiques et la détérioration de la situation écologique mondiale ont fait de la nécessité de garantir une utilisation raisonnable et rationnelle des ressources en eau le plus grave problème auquel est confronté le monde moderne. Les pénuries croissantes d'eau potable, qui est indispensable pour garantir la sécurité alimentaire et protéger la vie humaine, ne font que confirmer cette assertion. À cet

égard, je vais présenter l'initiative principale que propose la République d'Ouzbékistan pour régler ces problèmes, qui revêtent une importance vitale pour tous les États d'Asie centrale.

Nous estimons que tous les problèmes liés à l'eau et à l'électricité dans notre région, où les plus grands fleuves transfrontières – l'Amou-Daria et le Syr-Daria – sont les principales réserves en eau et moyens de subsistance pour les millions de personnes qui habitent à proximité, doivent être réglés en vertu des normes universellement reconnues du droit international consacrées par la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de 1992 et la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation de 1997.

Ces instruments exigent le respect du principe qui consiste à ne pas porter préjudice à l'environnement ou aux intérêts des pays voisins lorsque l'on exploite les ressources des fleuves transfrontaliers.

Il est par conséquent raisonnable que l'Ouzbékistan appelle à se servir de ces normes et principes comme de repères dans la recherche de décisions de compromis acceptables par toutes les parties en ce qui concerne l'utilisation de l'eau. Il convient, selon nous, que tous les projets de construction d'installations hydroélectriques en amont des bassins du Syr-Daria et de l'Amou-Daria fassent l'objet d'une évaluation par des experts internationaux placés sous l'égide de l'ONU et reçoivent l'accord des pays en aval. Ce n'est qu'une fois cet accord obtenu et cette coordination mise en place que l'on devrait commencer la construction des deux barrages proposés, qui sont peu ou prou les plus grands du monde, à savoir, la centrale hydroélectrique de Rogun, de 350 mètres de haut, en amont de l'Amou-Daria et la centrale Kambarata-1, de 275 mètres, en amont du Syr-Daria. En outre, cette construction devra se faire sur terrain montagneux, où les taux d'activité sismique peuvent atteindre une magnitude de 9 à 10 sur l'échelle de Richter.

Si l'on veut respecter les normes internationales, il est essentiel de fixer des priorités pour l'utilisation de l'eau. Les ressources en eau limitées de la région doivent d'abord être utilisées pour répondre aux besoins de consommation et d'assainissement, et après cela uniquement, pour garantir la sécurité alimentaire, répondre aux exigences écologiques et aux nécessités de l'industrie et des secteurs de l'énergie.

Troisièmement, l'Ouzbékistan reste attaché au maintien de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans la région. Cette position de principe est stipulée dans l'exposé de position de la République d'Ouzbékistan en matière de politique étrangère, formulé à l'initiative du chef de l'État de l'Ouzbékistan, et qui contient en particulier les importantes dispositions suivantes.

Tout d'abord, la République d'Ouzbékistan se réserve le droit de contracter des alliances, d'adhérer à des communautés d'États et d'autres entités interétatiques, ainsi que d'y renoncer en fonction de l'intérêt supérieur de l'État et du peuple, de leur bien-être et de leur sécurité, des directives prioritaires pour la modernisation du pays, de la législation nationale existante et des obligations internationales qui ont été contractées. Le texte poursuit en indiquant que l'Ouzbékistan pratique une politique propice de paix, qu'il ne fait pas faire partie de blocs militaro-politiques et se réserve le droit de sortir de tout organe interétatique si celui-ci se transformait en bloc militaro-politique. Ensuite, la République d'Ouzbékistan entend prendre les mesures politiques, économiques et autres qui s'imposent pour ne pas s'impliquer dans les conflits militaires ou foyers de tensions des États adjacents et ne saurait permettre le déploiement de bases et d'installations étrangères sur son propre territoire. Par ailleurs, les forces armées de la République d'Ouzbékistan ne sauraient participer à des opérations militaires à l'étranger. Enfin, la préoccupation principale de la politique étrangère de l'Ouzbékistan porte essentiellement sur la région d'Asie centrale, où résident les intérêts cruciaux du pays.

Les problèmes de l'Asie centrale doivent être traités par les pays de la région eux-mêmes sans ingérence de puissances extérieures. L'Ouzbékistan reste déterminé à poursuivre une politique d'ouverture, amicale et pragmatique, à l'égard de ses voisins immédiats, et part du principe que tous les problèmes régionaux en suspens d'ordre politique, économique ou écologique doivent être traités sur la base du respect des intérêts mutuels, d'un dialogue constructif et des normes du droit international.

Nous accordons une importance considérable à l'Organisation des Nations Unies, en sa qualité de structure universelle et d'unique organe dans le monde qui soit accepté universellement et capable d'assurer la sécurité, la stabilité et le développement régulier de notre planète, y compris dans notre région. L'Ouzbékistan est prêt à continuer de coopérer efficacement avec

l'Organisation et ses organes spécialisés en vue d'atteindre ces objectifs nobles et élevés.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Elmar Maharram oglu Mammadyarov, Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan.

M. Mammadyarov (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à féliciter mon collègue et ami, M. Vuk Jeremić, de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session, en lui souhaitant tout le succès possible dans l'exercice de ses hautes responsabilités. Nous savons également gré à M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser du savoir-faire avec lequel il a dirigé les travaux de l'Assemblée à sa soixante-sixième session.

Il s'agit du premier débat général où je prends la parole depuis que l'Azerbaïdjan a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité, et je tiens à exprimer notre sincère gratitude et nos profonds remerciements aux gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour leur précieux soutien à notre candidature et la solidarité témoignée à l'Azerbaïdjan pendant les 17 tours de scrutin.

Le thème du débat général de cette année, « Réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international », est opportun et d'actualité. Il marque également une suite logique à nos débats de la dernière session. En effet, le règlement pacifique des différends est l'un des principes clefs du droit international consacrés par la Charte des Nations Unies. Son véritable intérêt réside dans le fait qu'il engage les États à respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des autres États, à s'abstenir dans leurs relations internationales de tout recours à la menace ou à l'usage de la force et à régler leurs différends conformément au droit international.

À ses soixante-cinquième et soixante-sixième sessions, l'Assemblée générale a adopté deux résolutions sur le renforcement du rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends, la prévention et le règlement des conflits (résolutions 65/283 et 66/291), et le Secrétaire général a présenté un rapport sur le sujet, qui contient les Directives pour une médiation efficace (A/66/811, annexe I). En tant que coauteur de ces résolutions, l'Azerbaïdjan considère que le processus engagé avec leur adoption est un effort essentiel dans le sens du renforcement de la médiation aux fins du

règlement pacifique des différends, de la prévention et du règlement des conflits et qu'il fournit des directives utiles pour les mécanismes de médiation présents et à venir. Un facteur crucial est que ces résolutions et les Directives pour une médiation efficace élaborées par le Secrétaire général ont réaffirmé l'importance fondamentale de la Charte des Nations Unies et du droit international et de la justice, en particulier l'engagement de respecter et de défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États.

Durant la présidence de l'Azerbaïdjan au Conseil de sécurité, en mai dernier, nous avons organisé une séance du Conseil selon la formule Arria pour encourager un échange de vues franc, dans un cadre procédural souple, sur le rôle de la médiation, du règlement judiciaire et de la justice dans la promotion de la paix durable et d'une réconciliation fondée sur le droit international.

Nous attendons avec intérêt de nouvelles initiatives sur le sujet dans le cadre de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, dans l'optique de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de paix globales, encadrées par des règles spécifiques assurant des processus de règlement des conflits et des différends fondés sur le respect de l'état de droit et de la justice.

Le monde continue d'assister en permanence à des violations graves et systématiques des règles et principes fondamentaux du droit international. On trouve encore des exemples dans lesquels des formes archaïques de recours à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États sont utilisées pour remporter des territoires. Des centaines de milliers de personnes dans le monde continuent de souffrir de l'agression, de l'occupation militaire, du nettoyage ethnique et d'une culture de l'impunité dominante pour les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale.

Le conflit armé actuel entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan constitue toujours une menace et un obstacle de taille à la paix et à la sécurité internationales et régionales. Ce conflit a entraîné l'occupation de près de 20 % du territoire de l'Azerbaïdjan et réduit plus d'un million de personnes à devenir des réfugiés ou des déplacés. Cette guerre a également fait des milliers de morts et de blessés azerbaïdjanais, notamment parmi les femmes, les personnes âgées et les enfants. En outre, l'agression que subit l'Azerbaïdjan a gravement mis à mal le tissu socioéconomique du pays. Il n'est pas un seul monument historique ou culturel azerbaïdjanais qui soit resté intact, pas un lieu saint qui n'ait échappé à la

profanation, que ce soit dans les territoires occupés ou en Arménie.

Nous sommes sincèrement convaincus qu'il n'existe pas d'autre solution que la paix, la stabilité et une coopération régionale aux avantages réciproques. Parce qu'il pâtit de l'occupation de ses territoires et du déplacement forcé de centaines de milliers de ses concitoyens, l'Azerbaïdjan est la partie la plus intéressée par un règlement négocié de ce conflit le plus rapidement possible. Sans préjudice de ses droits au titre de la Charte des Nations Unies, notamment ceux qui font l'objet de l'Article 51, l'Azerbaïdjan a pris part à un processus de règlement du conflit – processus envers lequel il reste engagé –, convaincu qu'il aboutirait à la fin de l'occupation arménienne illégale, qu'il permettrait aux personnes déplacées de force de réintégrer leurs foyers et qu'il garantirait la coexistence pacifique des communautés arménienne et azerbaïdjanaise dans la région du Haut-Karabakh, en République d'Azerbaïdjan.

L'interprétation erronée que tente de faire la partie arménienne des règles et principes du droit international et son attachement obstiné à des revendications annexionnistes irréalistes que l'Azerbaïdjan n'acceptera jamais en disent long sur les véritables intentions des dirigeants arméniens et constituent un défi ouvert au processus de règlement du conflit en place et une grave menace à la paix et à la sécurité internationales et régionales. En violation flagrante de la Charte des Nations Unies, l'Arménie continue de recourir à la force pour poursuivre son occupation de la région du Haut-Karabakh ainsi que de sept autres districts d'Azerbaïdjan, et empêche toujours les Azerbaïdjanais déplacés de réintégrer leurs foyers. Elle tente de modifier l'équilibre démographique dans les territoires occupés et d'y éliminer tout signe de leurs racines culturelles et historiques azerbaïdjanaises. En outre, la fréquence et la gravité des violations régulières du cessez-le-feu et des attaques délibérées perpétrées par les forces armées arméniennes contre les habitants des villes et villages d'Azerbaïdjan le long de la ligne de front et de la frontière entre les deux États ont augmenté ces derniers temps, ce qui a entraîné de nombreux morts et blessés chez les civils azerbaïdjanais.

Nous ne doutons pas un instant que les communautés azerbaïdjanaise et arménienne du Haut-Karabakh vivront un jour côte à côte dans la paix et la dignité dans cette région de l'Azerbaïdjan. Il est donc essentiel et vital de poursuivre nos efforts en faveur de la paix et de la coexistence entre les deux communautés.

L'Azerbaïdjan, qui considère que c'est là une part importante du processus de réconciliation, a donc accepté l'invitation d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales européennes proposant la tenue de réunions intercommunautaires. Néanmoins, ces propositions se sont jusqu'à présent heurtées au veto des autorités d'Erevan. En outre, les discours agressifs des dirigeants arméniens et leur apologie grossière des notions odieuses que sont la supériorité raciale, l'incompatibilité ethnique et religieuse et la haine de l'Azerbaïdjan et des autres nations voisines ne font qu'approfondir la défiance et amenuiser les chances d'un règlement rapide par la négociation.

La situation est encore compliquée par le comportement irresponsable et inadmissible de l'Arménie dans le domaine hautement névralgique de la justice et de la réconciliation. Non seulement les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, et notamment d'actes de génocide, contre la population azerbaïdjanaise, restent impunis en Arménie mais ils sont même fêtés, vénérés et officiellement récompensés par un titre de héros. On baptise sous leur nom des écoles, des universités et des rues et on érige des monuments en leur honneur. Les criminels de guerre qui revendiquent fièrement leur rôle dans le meurtre de masse de civils azerbaïdjanais se réincarnent ensuite en hommes politiques haut placés, en commandants militaires et en personnalités publiques.

L'Arménie doit enfin comprendre qu'une politique de provocation et d'irresponsabilité, faite de prétentions territoriales, d'animosité et de haine à l'encontre des nations et pays voisins, et fondée sur des préjugés historiques, culturels, raciaux et religieux, n'a aucune chance d'aboutir. Plus tôt elle s'en rendra compte, plus vite nos pays pourront parvenir à une compréhension mutuelle et jouir de la paix, de la stabilité et de relations de coopération.

Il est clair que tant le processus de règlement du conflit que sa conclusion doivent être conformes au droit international. L'instauration de la paix, de la sécurité, de la stabilité et de la confiance dépendent donc en premier lieu de l'élimination des conséquences de l'utilisation illégale de la force par l'Arménie. Ainsi, l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan pourra prendre fin et les Azerbaïdjanais déplacés pourront faire valoir leur droit de rentrer chez eux et de retrouver leurs biens et leurs possessions. Ce sont les conditions qu'imposent le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, ce

qui implique que ce point ne saurait faire l'objet d'un compromis ni servir de monnaie d'échange dans le cadre du règlement du conflit. Le respect par l'Arménie de son obligation de retirer ses forces armées du territoire azerbaïdjanais et de régler les questions en suspens concernant la responsabilité de l'État vis-à-vis des actes réputés contraires au droit international ne saurait être conditionné à la satisfaction des prétentions illégales et inadmissibles de l'agresseur.

Le fait que cette situation soit restée non résolue depuis si longtemps n'est guère flatteur pour la force et l'efficacité des organisations internationales qui sont chargées de ce problème. Il est évident que c'est au premier chef aux États concernés que revient la responsabilité principale du règlement de ce conflit. Dans le même temps, il incombe à tous de défendre les principes dont il est question. À cet égard, l'Azerbaïdjan apprécie hautement la position de principe adoptée par les États Membres, telle qu'elle a été exprimée dans diverses enceintes, notamment lors des tout récents sommets de l'OTAN, de l'Organisation de la coopération islamique et du Mouvement des pays non alignés, sur des questions d'importance vitale pour notre pays et touchant à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. Nous comptons sur la détermination constante de la communauté internationale de défendre les buts et principes de la Charte des Nations Unies, ainsi que sur sa ferme solidarité avec la position légitime de l'Azerbaïdjan.

Nous tenons à exprimer notre préoccupation s'agissant du processus de paix au Moyen-Orient, qui s'enlise sans aucun progrès notable sur la voie de la reprise des pourparlers directs entre les parties. Nous appelons les parties à mettre en place les conditions propices à la reprise des négociations. À cet égard, nous partageons les préoccupations de la communauté internationale sur les activités de peuplement dans les territoires palestiniens occupés, qui font peser un très lourd fardeau sur les civils, constituent une entrave majeure au processus de paix et, ce qui est plus dangereux encore, menacent la solution à deux États et l'émergence d'un État palestinien viable. Nous renouvelons notre appui à la demande d'admission à l'ONU déposée par la Palestine et attendons avec intérêt que cette question soit réglée dans le respect du droit international.

L'Azerbaïdjan reste également profondément préoccupé par l'escalade de la violence et l'aggravation de la situation socioéconomique et humanitaire en Syrie. Nous estimons que la solution de cette crise est

à trouver chez la population syrienne elle-même et dans son vœu de réconciliation mutuelle et d'un processus politique ouvert à tous. Nous saluons la nomination de M. Lakhdar Brahimi au poste de Représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes pour la Syrie et lui exprimons tout notre soutien dans le cadre de ses efforts.

Nous devons une fois encore exprimer notre profonde inquiétude face à la récente escalade provoquée par le blasphème contre l'islam. Nous condamnons énergiquement toutes les attaques contre les religions. Cela étant, les attaques visant des civils, notamment le personnel diplomatique, sont injustifiables quelles que soient les circonstances. Il est absolument essentiel de favoriser le dialogue et la coopération dans le monde entier afin de promouvoir la tolérance, la paix et une meilleure entente entre les pays, les cultures et les civilisations.

Nous sommes persuadés que durant la soixante-septième session de l'Assemblée générale, les États Membres pourront prendre des mesures utiles visant à renforcer l'Organisation des Nations Unies et à la rendre plus efficace. Grâce à sa participation active aux travaux des organes de l'ONU, plus particulièrement l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, l'Azerbaïdjan continuera d'être à l'avant-garde des efforts internationaux déployés à cette fin.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole à S. E M. Ratu Inoke Kubuabola, Ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et de l'aviation civile de la République des Fidji.

M. Kubuabola (Fidji) (parle en anglais) : Au nom du Premier Ministre et du peuple fidjiens, je félicite le Président de son élection et je suis tout à fait persuadé qu'il dirigera avec compétence les travaux de l'Assemblée générale à sa soixante-septième session. Je tiens aussi à féliciter son prédécesseur, M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser, pour les efforts inlassables qu'il a déployés tout au long d'une année qui aura été pour la communauté internationale fertile en événements et en troubles.

Le monde est confronté à de nombreux défis qui exigent notre attention et une action collective. Alors que nous étions tous réunis en juin à Rio pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, des millions de personnes se remettaient de catastrophes naturelles ou étaient frappés par une catastrophe naturelle. Aux Fidji, nous avons connu les pires inondations

de toute notre histoire au cours des mois de janvier et d'avril. Au-delà des pertes humaines, les dommages causés aux infrastructures, aux écoles, aux entreprises, à l'agriculture et au tourisme – secteur qui génère 33 % du produit intérieur brut – ont été considérables, et nous n'en sommes pas encore complètement remis. Les inondations que nous avons subies n'ont certainement pas été la plus terrible catastrophe naturelle de l'année; d'autres peuples ont connu pire. Mais en tant que peuple vivant sur un ensemble de petites îles du Pacifique Sud, nous nous sentons particulièrement vulnérables.

L'incapacité actuelle de la communauté internationale à s'attaquer sérieusement au problème des changements climatiques signifie que nous serons tous les témoins de phénomènes météorologiques plus fréquents et plus intenses. Ces phénomènes amoindriront nos progrès en matière de développement et créeront chez nos populations le sentiment qu'elles sont plus pauvres et moins en sécurité. Il est donc clair qu'il est indispensable d'intégrer la réduction du risque de catastrophe dans les stratégies de développement mondiales et nationales.

Le programme de développement pour l'après-2015 est en cours d'examen, et les cadres et modalités sont en cours d'élaboration. Mais nous n'en avons pas fini avec les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En tant que communauté des nations qui s'est engagée à réaliser ces objectifs, il nous faut apporter un appui réel aux États qui n'arrivent pas à suivre le rythme. Nous devons veiller à ce que le programme de développement pour l'après-2015 ne retarde simplement pas la date butoir fixée pour la réalisation des indicateurs et des objectifs du Millénaire pour le développement. La communauté de développement peut faire davantage, notamment en réalisant les objectifs de financement du développement dont nous sommes convenus.

Les Fidji ont lancé un vaste programme de réformes non seulement pour promouvoir le développement, mais aussi pour améliorer les conditions de vie de nos populations. Si nous avons souscrit aux objectifs du Millénaire pour le développement, c'est parce qu'ils visent à fournir des normes objectives précises pour l'amélioration des conditions de vie de nos populations. Nous sommes le deuxième pays au monde à avoir fait de la vaccination contre le pneumocoque et le rotavirus une norme, en vue de réduire au minimum la mortalité infantile, ce qui représente une avancée en ce qui concerne la réalisation des OMD 4 et 5.

Toutefois, la réalisation des objectifs n'est pas la récompense; la récompense c'est de voir des enfants en meilleure santé, des familles moins accablées et des générations avec de meilleures chances de devenir des adultes productifs. Nous ne devons jamais oublier que derrière chacun des objectifs du Millénaire pour le développement il y a des êtres humains – les citoyens de nos pays – qui attendent de nous que nous leur offrons les moyens de vivre pleinement leur vie. Il nous reste encore beaucoup à faire avant d'atteindre les OMD 1, 3 et 6 et nous nous y employons du mieux que nous pouvons.

Le cas particulier des petits États insulaires en développement qui peinent à atteindre ces objectifs et à relever les défis spécifiques auxquels ils sont confrontés sera examiné lors de la troisième Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, qui doit se tenir dans la région du Pacifique en 2014. Le succès de la Conférence se mesurera en fonction des mesures qui seront décidées et pas seulement des déclarations qui seront faites. Les préparatifs de fond de la Conférence doivent par conséquent être orientés vers l'action et la réalisation d'objectifs précis.

Outre l'appui au développement régional, les Fidji jouent actuellement un rôle de premier plan dans la région en matière de connexion à large bande. Il est clair que pour nous la large bande est une technologie essentielle pour améliorer l'éducation, la médecine, l'agriculture et les services environnementaux. La technologie à large bande est particulièrement importante pour nous parce qu'elle aidera à unir une population dispersée et à nous rapprocher des îles voisines du Pacifique. Si nous prenons le soin de la rendre accessible, abordable et compréhensible, c'est tout un univers de sagesse et de compréhension que nous aurons apporté aux plus petites écoles et aux villages les plus reculés. L'information ne doit plus être l'apanage des citadins ou de ceux qui sont rattachés à de grandes institutions.

Comme toutes les nations insulaires, les Fidji sont tributaires de l'océan et de ses ressources, éléments vitaux pour notre économie et source de développement durable. Certes, les ressources halieutiques et les autres ressources biologiques marines sont essentielles pour l'économie des Fidji et un moyen de subsistance important de la population, mais nous pensons que nos efforts pour explorer les ressources minérales des fonds marins nous ouvrent davantage de possibilités, à

condition d'adopter une approche prudente pour garantir la préservation de l'environnement.

Le thème choisi par le Président pour le débat général de cette année, « Réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international », est tout à fait pertinent en ces temps difficiles. L'Organisation des Nations Unies doit continuer d'être à l'avant-garde de l'action en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Elle doit être en mesure de répondre à de nouveaux types de crises, toujours dans le but de stabiliser les régions où elle intervient et de laisser derrière elle non seulement une situation de paix et de stabilité, mais aussi un environnement propice à la liberté et à l'ouverture de possibilités pour la population.

À cet égard, les Fidji continuent de jouer un rôle dans les missions de maintien de la paix dans le monde, qui va bien au-delà de ce qui est attendu d'un pays de notre taille avec le niveau de développement qui est le sien. Nous fournissons des contingents et du personnel de police aux opérations menées en Iraq, au Libéria, au Soudan du Sud, au Darfour et au Timor-Leste. Les Fidji ont répondu à des demandes pressantes du Département des opérations de maintien de la paix, bien au-delà des contributions convenues, afin que les opérations de maintien de la paix en Iraq puissent se poursuivre sans entraves, malgré la charge supplémentaire imposée ainsi à nos soldats qui sont loin de chez eux et pour plus longtemps que prévu. Nous sommes convaincus que tous les pays doivent trouver des moyens de rendre le monde plus sûr, plus humain et plus vivable, et nous sommes fiers de pouvoir aider à réaliser la paix et la sécurité dans le monde et à améliorer la vie de nombreuses personnes loin de chez nous. Ce n'est pas seulement une politique gouvernementale mais un vœu sincère de tout le peuple fidjien.

Reconnaissant le rôle que jouent les missions de maintien de la paix dotées de mandats élargis s'agissant d'aider à établir les fondements d'un avenir viable, les Fidji ont aussi commencé cette année à contribuer dans une moindre mesure mais de façon néanmoins utile au secteur judiciaire et pénitentiaire des missions de maintien de la paix. La surveillance et le renforcement des institutions pénitentiaires et judiciaires font partie du processus consistant à laisser les sociétés qui sortent d'un conflit prendre en main leur destinée, et les Fidji sont heureuses de pouvoir participer aux événements qui ont lieu dans le monde.

Les Fidji ont eu l'honneur de participer à ce processus dans notre propre région grâce aux contingents fournis à la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT). Compte tenu du bon déroulement des élections au Timor-Leste au début de l'année, la MINUT sera en mesure de réduire ses activités à la fin de l'année, permettant ainsi aux Timorais de prendre pleinement en main et de contrôler totalement leur destin. Le Timor-Leste a désormais le statut d'observateur auprès de l'organisation que président actuellement les Fidji, le Groupe du fer de lance mélanésien, et nous sommes persuadés que de longues années de coopération nous attendent dans le cadre de cette organisation et de l'ONU.

Les Fidji continuent d'appuyer l'autodétermination en travaillant dans le cadre du Comité de la décolonisation des Nations Unies pour veiller à ce que le droit à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie, tel qu'énoncé dans l'Accord de Nouméa, soit appliqué rigoureusement par toutes les parties. Les Fidji suivent les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord de Nouméa dans le cadre du Groupe du fer de lance mélanésien. En outre, lors des réunions « Travailler avec le Pacifique », tenues à Fidji en 2011 et 2012, les dirigeants des îles du Pacifique se sont engagés à appuyer le droit inaliénable du peuple de Ma'ohi Nui/Polynésie française à l'autodétermination. Nous nous réjouissons de travailler dans le cadre des processus de l'ONU et avec tous les partenaires concernés pour inscrire de nouveau la question de l'autodétermination du peuple de Ma'ohi Nui à l'ordre du jour de l'ONU.

Les Fidji traversent elles-mêmes une période de réforme et de transition. Nous sommes en train d'édifier une démocratie viable fondée sur le principe « Une personne, un vote, une valeur ». Des élections se tiendront conformément à une nouvelle constitution et un nouveau système électoral en septembre 2014 au plus tard. Pendant ces élections, les citoyens fidjiens se rendront aux urnes sans distinction de race pour la première fois dans l'histoire de notre nation. La nouvelle constitution des Fidji sera fondée sur des principes démocratiques irréfutables : un État laïque qui reconnaît notre société multiconfessionnelle; une identité nationale commune grâce à laquelle tous les citoyens, pas seulement les autochtones, s'appelleront pour la première fois des Fidjiens; une guerre contre la corruption qui entrave le développement du pays; un système judiciaire indépendant pour défendre les droits de tous les Fidjiens; la justice sociale et l'élimination de toutes les formes de discrimination afin que tous les Fidjiens soient traités de la même manière; une bonne

gouvernance fondée sur la transparence; l'abaissement de l'âge du vote à 18 ans pour permettre aux jeunes de faire entendre leur voix.

Nous avons créé une Commission constitutionnelle indépendante en mars pour rédiger une nouvelle constitution fondée sur ces principes. Ce sera une constitution du peuple et pour le peuple. Les citoyens fidjiens ordinaires sont en train de saisir cette occasion pour faire connaître leurs vues lors d'auditions publiques dans tout le pays et pour exposer les questions qui revêtent pour eux le plus d'importance. Les recommandations de la Commission seront examinées par une Assemblée constituante au début de 2013. Cet organe, composé d'un large échantillon de la société fidjienne, rédigera le document final en se fondant sur des discussions et des débats publics. Cela ouvrira la voie aux élections de 2014, dont les préparatifs ont déjà commencé. Grâce au processus d'inscription électronique mené en juillet et en août derniers, près d'un demi-million de Fidjiens se sont inscrits sur les listes électorales à ce jour.

Tout au long de ce processus, nous sommes restés fidèles au principe selon lequel nous, aux Fidji, devons prendre en main notre destin, un destin inclusif et juste pour tous les citoyens. Nous prenons le temps nécessaire pour le faire correctement. Nous avons été critiqués et, dans une certaine mesure, marginalisés par certains de nos amis traditionnels parmi les démocraties du monde. Ces pays commencent désormais à comprendre que nous voulons vraiment édifier une démocratie viable, sans discrimination fondée sur la race, qui donne les mêmes chances à tous et protège tous les citoyens de la tyrannie de la majorité. Nous avons besoin de l'appui des démocraties du monde, et nous les invitons à se joindre à notre action pour établir le type de système démocratique qu'elles connaissent. Après 40 années de conflit et d'instabilité, le travail pour parvenir à une démocratie réelle et viable ne fait que commencer, et nous demandons à la communauté internationale de nous aider.

Nous avons examiné et redéfini notre vision du monde pour aider à forger des relations productives et amicales avec toutes les nations de bonne volonté. En 2011, les Fidji ont ouvert trois nouvelles ambassades au Brésil, en Indonésie et en Afrique du Sud. Nous avons renforcé notre présence diplomatique cette année en ouvrant des ambassades en République de Corée et dans les Émirats arabes unis. Nous voulons apprendre plus, échanger plus, développer plus, faire plus de

commerce et certainement contribuer plus à travers une collaboration active et énergique avec d'autres nations.

À l'ONU, les Fidji s'engagent à travailler le plus constructivement possible, et à respecter les idéaux de la Charte des Nations Unies. Cela s'applique également à l'Organisation internationale du travail (OIT), avec laquelle nous travaillons actuellement. L'attachement du Gouvernement fidjien à un avenir caractérisé par l'égalité et des perspectives pour tous les Fidjiens signifie notamment qu'il doit veiller à ce que les droits des travailleurs soient protégés et renforcés.

La Commission constitutionnelle a reçu des communications écrites de tous les secteurs de la société fidjienne, y compris de syndicats et de fonctionnaires. Nous espérons que la nouvelle Constitution nous permettra de continuer à créer un environnement qui promeuve des conditions de travail sûres, protège les employés contre des mesures arbitraires et leur permette de constituer des syndicats. Nous cherchons à faire en sorte que les syndicats puissent engager des actions collectives, selon les instructions de leurs membres, et qu'ils ne soient soumis qu'aux restrictions qui sont généralement acceptées parce qu'elles visent à protéger le bien commun. Nous cherchons également à protéger les droits des travailleurs qui ont choisi de ne pas s'affilier à un syndicat.

Le Gouvernement fidjien est déterminé à protéger les travailleurs qui ont la chance d'avoir un emploi et à veiller à ce que tous les travailleurs reçoivent des salaires équitables. Nous sommes également déterminés à créer des emplois pour les jeunes et les personnes moins aisées. Dans le cadre des progrès enregistrés par les Fidji dans la réforme vers la démocratie, nous sommes en train d'examiner notre législation actuelle du travail pour la mettre en conformité avec les 34 conventions de l'OIT que les Fidji ont ratifiées. Le Comité consultatif tripartite sur les relations de travail est un participant clef à ce processus. Au cours de cette seule année, les Fidji ont ratifié ou adopté huit instruments de l'OIT, comme le recommandait le Comité consultatif tripartite, y compris la Convention du travail maritime de 2006.

En autonomisant les Fidjiens, le Gouvernement cherche à faire en sorte que tous les citoyens, quelles que soient leur origines, soient sur un pied d'égalité et disposent de tous les outils nécessaires pour rivaliser avec leurs pairs dans la communauté mondiale, améliorer leurs moyens de subsistance et réaliser leurs rêves. En modernisant les Fidji, le Gouvernement cherche à rendre le pays ainsi que ses institutions et son système

juridique forts et indépendants et à leur donner une stature internationale.

Les Fidji sont peut-être un pays relativement petit, mais un pays qui a de grandes aspirations, notamment être un bon citoyen du monde, un dirigeant qui donne l'exemple parmi les autres nations insulaires, et un membre actif et engagé de la communauté internationale. Dans un esprit de contribution constructive à la communauté mondiale et à l'ONU, je suis heureux de dire qu'à la réunion ministérielle du Groupe des 77 et de la Chine, qui s'est tenue aujourd'hui, les Fidji ont été nommées à la présidence du Groupe pour l'année 2013. Les Fidji assumeront cette responsabilité avec beaucoup d'humilité, en étant prêtes à travailler en collaboration avec tous les États et déterminées à lutter contre les inégalités qui existent entre les pays en développement et les pays développés.

Alors que nous espérons que la soixante-septième session de l'Assemblée générale sera fructueuse, nous réaffirmons notre plein appui au Président et à tous les Membres, et les assurons de notre coopération afin de promouvoir les objectifs de cet organe et les aspirations de la communauté mondiale.

Le Président par intérim : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Gilbert Saboya Sunyé, Ministre des affaires étrangères et des relations institutionnelles de la principauté d'Andorre.

M. Saboya Sunyé (Andorre) (*parle en catalan; texte français fourni par la délégation*) : Je voudrais commencer par féliciter chaleureusement le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, M. Jeremić, à qui je souhaite plein succès dans ses travaux.

Il y a tout juste un an, j'ai conclu ma déclaration (A/66/PV.27) en réaffirmant que la notion d'engagement était une valeur fondamentale et le fil conducteur de notre action politique. Cet engagement doit être compris comme la preuve de notre foi inébranlable dans les valeurs que sont la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'état de droit; l'acceptation de responsabilités individuelles en vue d'un projet commun; et enfin, un désir de dialogue et de compréhension. C'est dans la recherche de cet engagement et de cet équilibre – ce que nous pourrions appeler le juste équilibre – que réside la difficulté de gouverner. C'est le cas chez nous, dans chacun de nos États, et également dans notre maison commune, l'ONU.

L'année dernière, dans cette même Assemblée, nous nous faisons l'écho d'une phrase du Président français d'alors : « Choisissons la voie du compromis, qui n'est pas un renoncement, qui n'est pas un reniement, mais qui permet d'avancer, pas à pas, étape par étape » (A/66/PV.11, p. 25).

En effet, en choisissant la voie de l'engagement, la voie du juste équilibre, nous ne pouvons ni ne devons renoncer à la défense des droits de l'homme, à la primauté du droit, aux valeurs démocratiques les plus essentielles telles que la liberté d'expression. Nous ne pouvons ni ne devons non plus renier le respect des autres.

Néanmoins, le juste équilibre, pour être juste, ne peut être synonyme d'équilibrisme. Pour être juste, cet équilibre requiert des approches fortes : il ne peut y avoir aucune excuse à la violence ou à l'intolérance. Le Président Obama a raison lorsqu'il déclare devant cette Assemblée que les récents attentats contre les représentations diplomatiques ne constituent pas uniquement une attaque contre les États-Unis, mais également une attaque contre les fondements des Nations Unies même. Il n'existe aucune excuse à ces actes. Il ne peut pas non plus y avoir d'impunité.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Nous sommes tous des Chris Stevens. Mais ce qui nous définit n'est pas la manière dont nous tombons à terre, mais la manière dont nous nous relevons de notre chute. Nous soutiendrons tous les Chris Stevens dans leur lutte pour défendre les idéaux des Nations Unies.

(*l'orateur reprend en catalan*)

Permettez-moi de me faire l'écho aujourd'hui des propos du nouveau Président de la République française, M. François Hollande, Coprince d'Andorre, qui devant cette même Assemblée a déclaré : « C'est donc la mission des Nations unies que de relever ces défis et de trouver, ensemble, les réponses justes et fortes ». (A/67/PV.6, p. 44). L'Organisation des Nations Unies est devenue, depuis plus de 65 ans, une référence en matière de paix, de justice et de respect des droits de l'homme. Il est certain qu'au cours de cette dernière année, nous avons connu des avancées notables. Mais il est tout aussi certain que tous autant que nous sommes ici, nous ne pouvons nous permettre de tomber dans l'auto-complaisance. L'exigence de réponses justes et fortes existe.

Le changement de régime en Lybie et le sanglant conflit en Syrie, toujours en cours, ont placé

la communauté internationale face à un dilemme embarrassant : devoir, en définitive, trouver un juste équilibre entre le règlement pacifique des conflits et la primauté du droit, entre la paix et la justice. En effet, d'une part, il semblerait qu'il faille devoir sacrifier la justice pour résoudre un conflit pacifiquement ou mettre fin à des hostilités, et laisser impunis les auteurs de violations des droits de l'homme. D'autre part, il semblerait que l'application inflexible du droit international entraîne la prolongation des conflits. Le juste équilibre ne peut favoriser l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme. Le juste équilibre ne peut permettre que les conflits s'éternisent. En ce qui concerne la Syrie, il est temps d'apporter un soutien aux sociétés ouvertes, à une transition politique qui garantisse un développement démocratique. Je tiens à saluer la détermination du Secrétaire général et du Représentant spécial conjoint, M. Lakhdar Brahimi, à trouver une solution au conflit syrien.

Le Secrétaire général indiquait avec justesse ce que le monde attend de nous. Les populations veulent des solutions et des progrès immédiats. Elles veulent des idées, un leadership et un espoir concret pour l'avenir. Il convient d'effectuer une mise en perspective, car si l'auto-complaisance est dangereuse, les critiques destructrices et le pessimisme le sont tout autant. Il est certain que le fonctionnement du système des Nations Unies est loin d'être optimal, mais nous ne pouvons oublier qu'il y a un siècle, ce qui aujourd'hui est une réalité semblait être un rêve inaccessible. Il nous faut à présent passer du rêve à l'ambition. Il ne faut plus rêver au changement mais avoir l'ambition du changement. Nous devons être capables de passer du stade du rêve, du « J'ai fait un rêve » de Martin Luther King, à celui de l'ambition, une ambition partagée par tous.

Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, exprimait très bien cette idée lorsqu'il indiquait dans son intervention qu'il fallait relever le niveau d'ambition (voir A/67/PV.6). Pour passer du rêve à l'ambition, une mise en perspective est nécessaire : pour rêver, il suffit de connaître l'objectif à atteindre; pour avoir une ambition et la réaliser, il faut connaître l'objectif à atteindre, mais également tenir compte du chemin parcouru et de toutes les circonstances environnantes.

Ainsi, l'Organisation des Nations Unies et son système nous permettent de faire face à l'avenir avec un optimisme modéré. En effet, l'existence de l'Organisation des Nations Unies a permis un monde meilleur et plus juste. Toutefois, si nous analysons l'évolution des

Nations Unies, nous nous rendons compte alors que leur fonctionnement n'est pas parfait, que cette évolution, ce processus sont confrontés à des limites, des insuffisances et des obstacles auxquels la communauté internationale doit faire face pour résoudre des conflits pacifiquement et conformément au droit. Le Secrétaire général a également raison de souligner son nouveau programme : l'éducation avant tout. L'éducation avant tout concerne aussi la promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la primauté du droit. Ces valeurs sont celles qui peuvent garantir l'égalité des chances et la cohésion sociale.

Au cours de sa prochaine présidence du Conseil de l'Europe, l'Andorre aura pour priorité l'éducation, en tant qu'outil de promotion des valeurs démocratiques, du respect des droits de l'homme et de la primauté du droit. L'Andorre est particulièrement sensible à la priorité de l'éducation, au niveau de la coopération internationale, mais également en interne. En effet, elle est consciente que l'offre éducative andorrane, unique, multiculturelle et plurilingue du fait de la présence des systèmes publics andorran, français et espagnol sur son territoire, au sein d'une petite société avec une identité propre, n'est pas un problème mais, au contraire, une richesse et un élément indispensable de sa cohésion sociale.

(l'orateur poursuit en français)

C'est ce pari de la multi-culturalité et du plurilinguisme que nous retrouvons au sein de la francophonie. Le pari de l'ouverture à l'autre et de l'échange est en effet le bon pari, loin des réflexes de repli sur soi, de repli sur sa propre langue ou sur sa propre culture. L'heure n'est pas au repli mais à l'ouverture. L'heure est à l'ambition, non au protectionnisme. En ce sens, les travaux de la francophonie sont profondément alignés sur nos valeurs, et nous espérons nous retrouver bientôt, sur le continent africain, pour le prochain sommet de la famille francophone, afin de défendre l'esprit d'ouverture, les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'homme.

(l'orateur poursuit en espagnol)

C'est également ce pari de la multi-culturalité qui nous rapproche de nos amis du monde ibéro-américain. Notre participation, dans le cadre de cette Assemblée générale, aux travaux de préparation du prochain sommet de Cadix (Espagne), pays voisin et apprécié, doit également être lue sous le prisme de l'ouverture, de la défense des valeurs démocratiques, des droits de l'homme et de la primauté du droit.

(l'orateur reprend en catalan; texte français fourni par la délégation)

La Principauté d'Andorre réaffirme aujourd'hui son engagement envers les principes fondamentaux des Nations Unies, la promotion de la paix, de la liberté, de la justice, de la démocratie et des droits de l'homme. Il ne s'agit pas de valeurs ou de principes utopiques. Au contraire, il serait impensable et irréel de vouloir créer une certaine stabilité mondiale avec des valeurs autres que celles-là. L'important n'est pas de venir ici proclamer que l'Andorre possède l'un des parlements et des systèmes politiques les plus anciens et les plus stables du monde, mais de comprendre comment, à la fin du XIII^e siècle, ce système a été capable de se consolider en très peu de temps et dans des circonstances très peu favorables, et comment ce système a su s'adapter à la réalité contemporaine, en très peu de temps aussi, à la fin du XX^e siècle. Dans notre pays, les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1971. Mais après 40 ans seulement, en 2011, les Andorrans ont élu un parlement avec la deuxième présence féminine la plus importante du monde. C'est pour cette raison que je pense qu'il faut envisager les problèmes du point de vue du processus et de l'évolution.

L'histoire nous montre que ce qui paraissait utopique il y a quelques années est aujourd'hui une réalité. Nous ne devons pas croire qu'aucun changement ou qu'aucune amélioration n'est possible. La limite en termes de champ d'action que les Nations Unies semblent avoir atteint après presque sept décennies d'existence sera dépassée et les défis d'aujourd'hui appartiendront au passé. Les différents pays de la communauté internationale ont montré qu'il est possible de changer le monde très rapidement, lorsqu'existe pour cela une volonté ferme. Il suffit de constater la détermination dont ont fait preuve de nombreux membres de cette Assemblée pour unir leurs efforts et coordonner leurs politiques afin de trouver des solutions à la profonde crise financière et économique qui ravage le monde ces dernières années.

L'Andorre connaît également un besoin de réformes rapides et profondes. L'année dernière, nous déclarions dans notre discours que notre pays constituait l'une des économies les plus fermées du monde : il existait d'importants obstacles aux investissements étrangers et des conditions onéreuses pour que les résidents étrangers puissent accéder à leurs droits économiques. Aujourd'hui, à peine 12 mois plus tard, l'économie andorrane est entièrement ouverte à l'entrée des capitaux étrangers et tous les résidents étrangers accèdent à la totalité de leurs droits économiques dès leur premier jour de résidence dans le pays.

Le Président assume la présidence.

Nous parlions précédemment d'ouverture au sens large. Aujourd'hui, en matière économique, l'ouverture doit nous permettre de retrouver le chemin de la croissance inclusive qui nous a caractérisés et ce, dans le cadre d'une économie désormais ouverte et diversifiée, fondée sur la recherche de la compétitivité, de l'innovation et du progrès général. Tout ce processus s'accompagne d'une actualisation du modèle andorran : un cadre fiscal approprié et un engagement de transparence vis-à-vis de la communauté internationale. Tout ce processus est fondé sur la conviction qu'à l'heure actuelle, la reprise ne passe pas par des replis timorés, mais par l'ambition de l'ouverture au monde, par la prédisposition à être compétitif. Forte de cette conviction, la Principauté d'Andorre est en train de mettre en place les changements socioéconomiques les plus importants de son histoire.

Il y a 20 ans, l'Organisation des Nations Unies a été un pionnier de la promotion du développement durable. Lorsque la communauté internationale s'est réunie à Rio de Janeiro en 1992 pour le Sommet « Planète Terre », le besoin de réfléchir à une croissance durable a été mis en avant; et dès lors, ce sujet a été envisagé sous trois angles : économique, environnemental et social. Les conclusions du Sommet « Planète Terre » de Rio, qui n'ont pas été, ou très peu, prises en compte, sont aujourd'hui d'une actualité brûlante, au point que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue en juin dernier à Rio, a insisté sur ces mêmes conclusions. Cependant, alors qu'il y a 20 ans, le développement durable nous paraissait peut-être exclusivement lié à l'environnement, l'expérience nous a montré que les finances publiques doivent aussi être durables, tout comme la croissance économique et le modèle de protection sociale. Aujourd'hui plus que jamais, le défi du développement durable est un défi partagé et transversal.

Il y a de nombreuses années, l'Organisation des Nations Unies est née d'une constatation : le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde sans le respect des droits de l'homme, du droit international et de la démocratie est une chimère. La paix et la sécurité ne peuvent exister sans la liberté et la justice. Plus récemment, nous avons tous appris que dissocier démocratie et progrès économique n'avait pas de sens; tout comme il est insensé, et nous en subissons encore les conséquences, de penser qu'une croissance illimitée est possible à n'importe quel prix et sans mesure.

Notre Coprince épiscopal, Joan Enric Vives Sicília, indiquait il y a quelques jours lors de la réception du corps diplomatique, qu'il existait aujourd'hui une dangereuse tendance à la prééminence de l'avoir sur l'être. Nous

devons tirer des leçons de ces dernières années où le désir de posséder tout ce que nous désirions nous a trop souvent fait oublier de rechercher tout ce dont nous avons besoin. Nous devons construire un monde plus durable, plus coresponsable et plus interdépendant pour poser les fondations d'une croissance économique plus solide. Car miser sur le progrès et la prospérité revient aussi à miser sur la démocratie, la sécurité et la paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat général pour la présente séance.

Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. Je rappelle aux membres que les déclarations dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la seconde intervention, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Llorentty Solíz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Cette après-midi, le Ministre chilien des affaires étrangères a évoqué l'allocution faite par le Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, Evo Morales Ayma, devant l'Assemblée. La Bolivie ne peut pas garder et ne gardera pas le silence face à la série d'inexactitudes, d'omissions et de mensonges qui ont été présentés à l'Assemblée pour la désinformer.

Le Ministre chilien des affaires étrangères a affirmé que « la Bolivie n'a aucun droit de revendiquer un accès souverain à la mer » et que « le Chili s'acquitte de l'intégralité de ses obligations » en vertu du Traité de paix et d'amitié de 1904 (A/66/PV.15). Il a oublié de dire qu'en 1879, le Chili avait envahi le territoire bolivien, avec l'aide de sociétés transnationales, dans le but oligarchique de s'approprier les ressources naturelles des Boliviennes et des Boliviens. Il a aussi oublié de dire que l'invasion a débouché sur un traité injuste et imposé qui n'a pas été respecté.

Ce traité est injuste parce qu'il empêche un pays d'exercer nombre de ses droits, et constitue une tentative pour acquérir des droits par la force qui a blessé profondément le cœur de l'Amérique du Sud. Le traité a été imposé parce qu'il a été conclu après qu'une des parties avait eu recours à la force, non pas avec le libre consentement des parties, mais sous la menace. Le traité n'est pas respecté parce que la République du Chili n'a pas appliqué ses dispositions. Par exemple, aujourd'hui, les restrictions imposées à la liberté de transit et la fermeture de la ligne de chemin de fer entre Arica et La Paz du côté chilien pendant une décennie

sont une preuve irréfutable parmi d'autres du non-respect par la République du Chili des dispositions du traité conclu avec l'État de Bolivie.

L'État plurinational de Bolivie rejette l'interprétation subjective donnée par le Chili de ce qui s'est passé à la Société des Nations en 1921 et lors de la quarante-deuxième Assemblée générale de l'Organisation des États américains. Ni cette organisation, ni sa Commission judiciaire n'a fait d'évaluation négative du bien-fondé de la demande de la Bolivie. La Bolivie rejette catégoriquement toute affirmation selon laquelle la Société des Nations ou tout autre organe judiciaire ou multilatéral de l'époque ou contemporain a dénié à la Bolivie le droit à un accès libre et souverain à l'océan Pacifique et à sa côte maritime.

L'État plurinational de Bolivie rejette catégoriquement l'affirmation du Gouvernement de la République du Chili selon laquelle la Constitution politique de l'État plurinational de Bolivie adoptée en 2009 contient des dispositions qui sont contraires au droit international. Nous soutenons qu'au contraire, ces dispositions sont pleinement conformes au droit international, tout en réaffirmant notre droit à un débouché souverain sur l'océan Pacifique, ainsi que l'attachement de l'État plurinational de Bolivie aux mécanismes de règlement pacifique des différends énoncés dans l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

Pendant des décennies, la Bolivie a essayé de régler le problème par le dialogue. Pourtant, en 2010, le Chili a rejeté les tentatives de réconciliation dans le cadre d'un programme en treize points qui comprenait des propositions utiles et réalisables pour remédier à cette injustice. Le Chili a affirmé que notre différend est une question strictement bilatérale mais nous rappelons qu'il existe 11 résolutions en vigueur de l'Organisation des États américains sur la question, notamment la résolution 426 de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains, du 31 octobre 1979, soit un siècle après l'invasion, selon laquelle :

« il est dans l'intérêt constant de l'hémisphère qu'une solution équitable soit trouvée afin que la Bolivie obtienne un accès souverain et utile à l'océan Pacifique, et [...] décide de recommander aux États directement concernés par ce problème d'engager des négociations afin de donner à la Bolivie une connexion territoriale libre et souveraine à l'océan Pacifique. Ces négociations devront tenir compte des droits et intérêts des parties intéressées et pourraient porter, entre autres éléments, sur l'inclusion d'une zone portuaire de développement multinational

intégré et tenir ainsi compte de la proposition bolivienne de ne pas inclure de compensations territoriales. »

Nous considérons que les déclarations faites récemment dans lesquelles le terme « force » a été employé sont non seulement incompatibles avec l'esprit de la session de l'Assemblée générale, qui vient de commencer et a pour thème « Réaliser, par des moyens pacifiques, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations de caractère international », mais sont aussi contraires aux principes de l'Organisation. Comme l'a indiqué le Président Morales Ayma lorsqu'il s'est adressé à l'Assemblée, l'époque de la colonisation par des pays de la région ou d'ailleurs est révolue.

M. Errázuriz (Chili) (*parle en espagnol*) : Je dois répondre, au nom de l'État chilien, aux affirmations de la délégation de l'État plurinational de Bolivie, qui tente une nouvelle fois de détourner l'attention de l'Assemblée vers des questions qui ne relèvent pas de sa compétence en citant mon pays.

Le Chili est un État qui respecte le droit international et l'égalité souveraine de tous les membres de la communauté internationale. Il coopère activement avec le système international de protection des droits de l'homme et a prouvé qu'il appuyait la paix et la sécurité internationales, en particulier par le déploiement de soldats du maintien de la paix.

Mon gouvernement n'admet pas que le débat général puisse servir de prétexte pour revisiter l'histoire et les traités existants et déformer le contexte de nos relations avec la Bolivie. Nous avons fait part de notre volonté d'engager un dialogue global. Notre processus d'intégration physique avec la Bolivie, qui prévoit un régime de transit sans entrave et en franchise de droits, a donné de bons résultats. Nous avons offert des avantages unilatéraux qui favorisent le commerce extérieur de la Bolivie et tous ses habitants. À la quarante-deuxième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), tenue en juin à Cochabamba, aucun pays n'a indiqué que cette question devait être examinée par une organisation internationale ou sur la base de résolutions qui ont été supplantées par des faits ultérieurs. L'OEA a souligné le caractère bilatéral de cette question.

Le Président Morales Ayma, lors d'un entretien accordé au journal *El Mercurio* paru le 23 mars 2011, a longuement évalué le processus de dialogue auquel il participait à l'époque avec le Gouvernement chilien

et s'est dit satisfait et certain que ce processus serait mené à bien. Pour des raisons inconnues, le même jour, il a dit dans un discours prononcé dans son pays, et en employant des termes provocateurs et hostiles, que les négociations étaient terminées et que la Bolivie défendrait ses aspirations maritimes en justice. Il existe un procès-verbal de l'intégralité de son intervention.

Le Chili réaffirme son plein attachement à la primauté du droit international. Le respect et l'application des traités internationaux et la coexistence pacifique des États sont des fondements de notre politique. Rien ne le conduira à s'écarter de cette voie et nous espérons que la Bolivie reprendra le chemin bilatéral.

M. Ri Tong Il (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, le Ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud a fait une déclaration dans laquelle il a évoqué la question nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et la prétendue situation des droits de l'homme dans notre pays. S'agissant de ces questions, la délégation de la République populaire démocratique de Corée réfute entièrement ces allégations provocatrices sans aucun fondement et non corroborées et considère qu'elles donnent une image trompeuse de la réalité et déforment la vérité. À cet égard, la délégation de la République populaire démocratique de Corée voudrait clarifier sa position.

Premièrement, en ce qui concerne les origines de la question nucléaire dans la péninsule coréenne, la première arme nucléaire a été introduite par la plus grande puissance dotée d'armes nucléaires, les États-Unis. Les États-Unis n'ont pas hésité à apporter et déployer la première arme nucléaire en Corée du Sud en 1957. Dans les années 1970, les États-Unis n'ont de nouveau pas hésité à porter le nombre d'armes nucléaires à plus de 1 000.

En ce qui concerne la politique ou doctrine relative au mode d'utilisation des armes nucléaires, dans les années 1950, le Président Truman n'a pas hésité à donner l'instruction de se préparer à utiliser la force stratégique des armes nucléaires durant la guerre de Corée. Le général MacArthur, à l'époque commandant de la force, n'a lui non plus pas hésité à faire ouvertement du chantage à la population de la République populaire démocratique de Corée et à l'ensemble de la nation coréenne en déclarant qu'il ferait pulvériser des poussières nucléaires radioactives sur le pays et qu'il faudrait 120 ans avant que des êtres vivants puissent y voir à nouveau le jour. En 2002, le Gouvernement du Président Bush a qualifié la République populaire démocratique de Corée de pays de l'axe du mal, au même titre que l'Iran et l'Iraq, et n'a

de nouveau pas hésité à inscrire la République populaire démocratique de Corée sur la liste des pays désignés comme premières cibles de frappes aériennes préventives, au même titre que l'Iran, l'Iraq, la Syrie, la Chine et la Russie. En 2010, le Gouvernement actuel des États-Unis n'a pas hésité non plus à clarifier sa position selon laquelle des garanties de sécurité seraient accordées aux États non dotés de l'arme nucléaire, à l'exception de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran. Cela signifie que les États-Unis continueront de faire de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran les cibles d'attaques préventives. Tous ces faits indiquent très clairement que la République populaire démocratique de Corée vit sous la menace directe de frappes nucléaires et de chantages.

Deuxièmement, il y a la question de la menace. Dans sa déclaration, la délégation de la Corée du Sud a affirmé que les armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée menaçaient l'Asie du Nord-Est. Cela est totalement faux. S'agissant de la menace, la République populaire démocratique de Corée a un point de vue différent. Dès leur arrivée au pouvoir en 2008, les autorités sud-coréennes en place ont totalement rejeté la Déclaration conjointe adoptée à deux reprises, en 2000 et 2007, au sommet intercoréen, ce qui a entraîné une détérioration sans précédent de la situation depuis la partition de la Corée. Ces deux sommets intercoréens et les Déclarations auxquelles ils ont abouti ont été considérés comme la manifestation de l'espoir de paix et d'unification de l'ensemble de la nation coréenne et de la communauté internationale. Cela a été démontré par l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée, dans cette même salle, d'une résolution qui a suscité de grands espoirs et fait croire à une unification du pays en fin de compte et à l'instauration d'une paix durable dans la péninsule coréenne et dans l'ensemble de la région.

Par ailleurs, la Corée du Sud n'a pas hésité à participer à des activités hostiles et à des manœuvres militaires avec les États-Unis. Ces deux pays effectuent, chaque année, de grandes manœuvres militaires conjointes. Pour eux, il n'y a rien de plus ordinaire que de braver et de défier la volonté de la région et de toute la communauté internationale, qui aspirent à la paix, à la sécurité et à la détente dans la péninsule coréenne. Ces exercices militaires sont effectués dans le cadre de l'opération conjointe connue sous le nom de plans 5029 et 5030. Ils ont divers numéros et noms de code. Les deux pays agissent sur la base d'une supposition préalable, à savoir l'occupation de la République populaire démocratique de Corée, suivie par l'installation d'un régime militaire. Ils

sont prêts à appliquer ce scénario de guerre depuis des années déjà.

Un exemple typique est donné à cet égard par l'opération menée le mois dernier par la Corée du Sud et les États-Unis. C'était la plus vaste que nous ayons jamais vu. Plus de 400 000 soldats, armés de différents types d'armes sophistiquées y ont pris part. Des militaires de toutes les unités, ayant reçu un entraînement intensif et prêts à envahir la République populaire démocratique de Corée dès que l'ordre leur en serait donné, y ont participé. Cela signifie que les États-Unis et la Corée du Sud sont prêts à franchir la ligne de démarcation pour attaquer la République populaire démocratique de Corée. Telle est la réalité.

En ce qui concerne la question des missiles, une fois de plus, la Corée du Sud n'a pas hésité à s'associer à ceux qui ont affirmé qu'il s'agissait d'un lancement de missile balistique, alors que c'était une opération tout à fait légitime au regard du droit international. Jamais dans l'histoire du Conseil de sécurité un satellite n'avait été accusé d'être un missile balistique. Les États-Unis sont le plus grand producteur de missiles et lancent plus de satellites que n'importe quel autre pays, mais le Conseil de sécurité n'est jamais intervenu à propos de cette situation. Seule la République populaire démocratique de Corée a été mise en cause, et la Corée du Sud s'est empressée de s'associer à ceux qui l'ont condamnée.

Troisièmement, s'agissant des droits de l'homme, la République populaire démocratique de Corée rejette totalement ce qu'ils appellent la résolution sur la situation des droits de l'homme dans la République populaire démocratique de Corée. Dans le monde entier, il n'y a pas de pays qui viole davantage les droits de l'homme que la Corée du Sud. Les autorités sud-coréennes actuelles ont établi une dictature sous couvert de ce qu'elles appellent la loi actualisée sur la sécurité nationale. Cette loi ne garantit nullement la liberté politique, la liberté sociale ou la démocratie.

Pour terminer, la délégation de la République populaire démocratique de Corée voudrait une fois de plus clarifier sa position, à savoir que sa détention de l'arme nucléaire est une conséquence du chantage et de l'attitude hostile des États-Unis et de la Corée du Sud, qui menacent la survie et la souveraineté de la République populaire démocratique de Corée. Telle est la dure réalité dans la péninsule coréenne.

M. Sahraei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Les îles iraniennes d'Abou Moussa, de la

Grande-Tumb et de la Petite-Tumb font partie intégrante du territoire iranien, et ce, depuis toujours. Le Gouvernement de la République islamique d'Iran rejette catégoriquement toute affirmation contraire, y compris l'allégation sans fondement formulée pendant la séance d'aujourd'hui. L'Iran souligne que les mesures prises dans ces îles par les autorités iraniennes sont entièrement fondées sur les droits souverains de l'Iran et sur le principe de l'intégrité territoriale des pays, qui est consacré par la Charte des Nations Unies et les dispositions du droit international.

Tout en soulignant l'importance des relations fraternelles et de bon voisinage qui existent entre l'Iran et les pays voisins dans le golfe Persique, nous demeurons convaincus que des négociations constructives entre le Gouvernement de la République islamique d'Iran et les représentants compétents des Émirats arabes unis permettraient de renforcer nos relations dans divers domaines et de dissiper tout malentendu qui pourrait surgir au sujet de la mise en œuvre des arrangements découlant des documents échangés en 1971 sur cette question.

Par ailleurs, la République islamique d'Iran tient à souligner que le golfe Persique est le seul nom historiquement exact et universellement reconnu de la masse d'eau située entre l'Iran et la péninsule arabique, comme l'a souligné l'ONU elle-même. En conséquence, les noms inventés de toutes pièces qui pourraient être utilisés pour désigner cette masse d'eau, y compris celui que le ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis a employé dans sa déclaration, sont dénués de tout fondement et absolument inacceptables, et n'ont aucune valeur juridique ou politique.

M. Llorentty Soliz (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : L'État plurinational de Bolivie voudrait exercer son droit de réponse pour répondre une fois de plus à la délégation de la République du Chili, qui a déformé les faits dans son intervention.

La délégation chilienne a parlé du 23 mars. À cette date, le peuple bolivien commémore avec beaucoup de chagrin la perte de nos côtes à la suite d'une invasion et de l'usage de la force. Ce jour-là, nous commémorons la mort de l'un de nos héros qui est tombé en défendant le territoire bolivien au pont de Topáter. Ce jour-là, les jeunes, garçons et filles, défilent dans les rues de Bolivie, en réclamant le rétablissement de notre accès souverain à l'océan Pacifique.

Il ne fait aucun doute que le Chili n'a pas respecté les dispositions du Traité de paix et d'amitié de 1904, signé par le Chili et la Bolivie. Non seulement le régime juridique de la liberté de transit n'a pas été traduit dans les faits,

mais, d'autres difficultés et obstacles ont été créés, qui ont largement vidé le traité de sa substance. À titre d'exemple, nous voudrions rappeler l'affaire du chemin de fer Arica-La Paz, ainsi que les restrictions imposées au transport des biens et des personnes vers les ports de l'océan Pacifique.

Il a été fait mention d'une tentative de révision de l'histoire, mais ce qui importe en l'occurrence, c'est la nécessité de corriger les injustices qui ont été commises tout au long de l'histoire des peuples et qui continuent à infliger des souffrances à des personnes. Aucune victoire militaire, ni aucune arrogance ne donne des droits illimités lorsque ceux-ci résultent de la force. De même, aucun traité imposé par la force ou la menace ne doit être considéré comme immuable au fil du temps, surtout lorsqu'il asphyxie tout un peuple. Depuis des décennies, la Bolivie souligne la nécessité d'un dialogue, mais jusqu'à maintenant, plus de 100 ans après cette invasion, le dialogue n'a abouti à aucune réponse concrète reconnaissant, comme indiqué dans la résolution de l'Organisation des États américains, la nécessité de rendre à l'État plurinational de Bolivie un accès maritime souverain.

La Bolivie réaffirme qu'elle continuera, dans la mesure où le droit international l'y autorise, à réclamer la restitution de son accès maritime en appelant à la raison, au droit international et à la justice. Selon la Constitution politique de notre État, évoquée par la délégation chilienne, « [l]e règlement effectif du différend maritime par des mesures pacifiques et le plein exercice de la souveraineté sur ce territoire constituent des objectifs permanents et inaliénables de l'État plurinational de Bolivie ».

Ces dernières années, le Président Evo Morales Ayma est venu faire part à cette Assemblée des progrès et des reculs enregistrés dans le cadre du dialogue bilatéral. Malheureusement, ce dialogue bilatéral a été annulé unilatéralement par le Chili. Je le répète, la Bolivie se réserve naturellement le droit de recourir à toutes les instances internationales et juridictionnelles qui lui permettront de retrouver son accès souverain à l'océan Pacifique.

M. Errázuriz (Chili) (*parle en espagnol*) : La délégation bolivienne a une vision déformée non seulement de l'histoire, mais aussi des faits. Le Traité de 1904 a été signé 20 ans après le cessez le feu. Je répète que ce n'est pas le Chili qui a interrompu le dialogue avec la Bolivie, bien au contraire. Pourtant, en dépit de ces circonstances, nous avons continué d'appeler la Bolivie à la raison, comme l'a fait notre Ministre des affaires étrangères aujourd'hui.

Le représentant de la Bolivie a laissé entendre que le Chili n'avait pas respecté le Traité de 1904. L'Assemblée

générale doit savoir que le chemin de fer Arica-La Paz auquel il a fait allusion a été pratiquement détruit après son exploitation par une entreprise bolivienne, de sorte qu'il a fallu par la suite non seulement remettre en état les voies mais remédier à la pollution engendrée par le transport de minéraux. La Bolivie sait que le Chili a récemment investi des dizaines de millions de dollars pour faire en sorte que le chemin de fer puisse redevenir opérationnel au cours de cette année.

De même, il convient de souligner que le Président bolivien, lors de son intervention à l'Assemblée générale (voir A/67/PV.11), a signalé avec fierté que les réserves internationales de son pays avaient atteint pour la première fois la somme de 13 milliards de dollars. On peut dire, sans risque de se tromper, qu'une partie très importante de cette augmentation des réserves est due au commerce extérieur de la Bolivie, qui se fait en très grande partie par les ports chiliens, précisément sur la base du Traité de 1904 et des facilités de libre circulation accordées par le Chili.

Le Chili reste prêt à renouer le dialogue, mais sans conditions préalables exigeant, sans aucun droit, un accès souverain à la mer, ni sur la base de dispositions constitutionnelles contraires au droit international, que le Chili n'accepte pas et qui ne lui sont pas opposables.

M. Al-Yafei (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je dois exercer mon droit de réponse aux allégations fallacieuses et illégales formulées par le représentant de la République islamique d'Iran concernant les îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb qui appartiennent aux Émirats arabes unis. Mon pays, qui n'a jamais renoncé à ses droits légitimes, souverains et historiques sur ces trois îles, qui sont occupés militairement par l'Iran depuis 1971, rejette catégoriquement toutes les fausses allégations iraniennes, qui vont à l'encontre de tous les faits et documents historiques et juridiques affirmant la souveraineté des Émirats arabes unis sur ces trois îles.

S'appuyant sur la Charte des Nations Unies et les dispositions du droit international, mon pays rejette catégoriquement toutes les mesures illégales que l'Iran a prises concernant ces îles. Nous lançons donc de nouveau un appel à la communauté internationale pour qu'elle exhorte la République islamique d'Iran à entamer des négociations bilatérales sans conditions avec les Émirats arabes unis, conformément à la Charte des Nations Unies, afin de mettre un terme définitif à l'occupation de ces trois îles qui appartiennent aux Émirats arabes unis, ou bien à demander l'arbitrage de la Cour internationale de Justice,

comme l'ont fait un certain nombre de pays dans des affaires similaires.

Nous continuons d'insister sur le fait que le renforcement des relations de coopération entre les États de la région et l'Iran, et la promotion de la stabilité et de la prospérité économique dans la région du golfe Persique exigent de l'Iran qu'il s'engage à nouer des relations de bon voisinage fondées sur les principes du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

M. Sahraei (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Il ressort de documents historiques très variés qu'il est parfaitement évident que, tout au long de l'histoire, les trois îles en question ont fait partie intégrante du territoire iranien. Comme cela a été souligné à maintes reprises, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République islamique d'Iran sur ces îles sont indiscutables. À cet égard, mon pays est prêt à entreprendre des discussions bilatérales avec les responsables compétents des Émirats arabes unis afin de dissiper toute inquiétude ou tout malentendu qui pourrait surgir au sujet de la mise en œuvre de l'accord conclu entre les deux pays en 1971 sur la question.

M. Al-Yafei (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je prends de nouveau la parole pour exercer le droit de réponse de mon pays après que le représentant de la République islamique d'Iran ait affirmé que son pays est en possession de documents juridiques concernant son occupation des trois îles qui appartiennent aux Émirats arabes unis. Si tel était le cas, je demanderais à l'Iran de présenter ces documents et de les porter à l'attention de la Cour internationale de Justice, qui examinerait ensuite les revendications et les allégations de l'Iran.

Il me semble évident que malgré le fait que l'Iran prétend avoir le droit d'occuper militairement le territoire d'un autre État, et compte tenu du fait qu'il refuse d'engager des négociations directes sur la question de son occupation des îles émiriennes et de porter la question à l'attention de la Cour internationale de Justice, son représentant n'est évidemment pas en mesure de présenter un document juridique ou historique pour appuyer ces allégations. Ceci est bien connu, et l'Iran continue d'exercer une politique du fait accompli en poursuivant son occupation militaire illégale de trois îles qui appartiennent aux Émirats arabes unis.

La séance est levée à 20 h 55.